

Rappelant également la résolution 14 du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants⁹⁰, dans laquelle le Congrès a notamment appelé l'attention sur les principes directeurs en vue d'une application plus efficace du Code, élaborés à la réunion préparatoire inter-régionale du septième Congrès consacrée au sujet intitulé "Formulation et application des normes de l'Organisation des Nations Unies en matière de justice pénale", qui s'est tenue à Varenna (Italie), en 1984,

Tenant compte de la section IX de sa résolution 1986/10 du 21 mai 1986, dans laquelle il a prié le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance d'étudier, lors de sa dixième session, les mesures propres à assurer une application plus efficace du Code, en suivant les conseils donnés en la matière par le septième Congrès,

Ayant examiné le rapport du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance sur les travaux de sa dixième session⁹⁶,

Soucieux de favoriser l'application du Code,

1. *Adopte* les principes directeurs en vue d'une application efficace du Code de conduite pour les responsables de l'application des lois, recommandés par le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance et figurant en annexe à la présente résolution;

2. *Invite* le huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et ses réunions préparatoires à rechercher les moyens de promouvoir le respect desdits principes.

*15^e séance plénière
24 mai 1989*

ANNEXE

Principes directeurs en vue d'une application efficace du Code de conduite pour les responsables de l'application des lois

I — APPLICATION DU CODE

A. — Principes généraux

1. Les principes consacrés dans le Code seront incorporés dans la législation et les pratiques nationales.
2. Pour atteindre les buts et objectifs exposés à l'article premier du Code et dans son commentaire, la définition des "responsables de l'application des lois" recevra l'interprétation la plus large possible.
3. Le Code sera applicable à tous les responsables de l'application des lois, quel que soit leur domaine de compétence.
4. Les gouvernements adopteront les mesures nécessaires pour faire connaître aux responsables de l'application des lois, dans le cadre de la formation de base et de tous les cours ultérieurs de formation et de perfectionnement, les dispositions de la législation nationale se rapportant au Code ainsi que les autres textes fondamentaux relatifs à la question des droits de l'homme.

B. — Questions particulières

1. *Sélection, éducation et formation.* La sélection, l'éducation et la formation des responsables de l'application des lois doivent avoir une importance primordiale. Les gouvernements favoriseront également l'éducation et la formation par des échanges fructueux d'idées à l'échelon régional et interrégional.
2. *Rémunération et conditions de travail.* Tous les responsables de l'application des lois doivent être correctement rémunérés et bénéficier de conditions de travail satisfaisantes.

3. *Discipline et supervision.* Des mécanismes efficaces seront établis pour assurer la discipline intérieure, le contrôle extérieur ainsi que la supervision des responsables de l'application des lois.

4. *Plaintes de particuliers.* Des dispositions particulières seront prises, dans le cadre des mécanismes prévus en paragraphe 3 ci-dessus, pour recevoir et traiter les plaintes déposées par des particuliers contre des responsables de l'application des lois et ces dispositions seront portées à la connaissance du public.

II. — MISE EN ŒUVRE DU CODE

A. — À l'échelon national

1. Le texte du Code sera communiqué, dans leur propre langue, à tous les responsables de l'application des lois et aux autorités compétentes.

2. Les gouvernements diffuseront le texte du Code et de toutes les lois nationales lui donnant effet pour veiller à ce que les principes et les droits qu'il contient soient connus du grand public.

3. Dans le cadre de l'examen des mesures visant à promouvoir l'application du Code, les gouvernements organiseront des colloques sur le rôle et les fonctions des responsables de l'application des lois dans la protection des droits de l'homme et la prévention du crime.

B. — À l'échelon international

1. Les gouvernements informeront le Secrétaire général à intervalles appropriés d'au moins cinq ans des progrès de la mise en œuvre du Code.

2. Le Secrétaire général établira des rapports périodiques sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Code, en tirant parti également des observations et de la coopération des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales compétentes dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

3. Dans le cadre des rapports susvisés, les gouvernements communiqueront au Secrétaire général des exemplaires des extraits de lois, des règlements et des dispositions administratives concernant l'application du Code, tout autre renseignement concernant sa mise en œuvre ainsi que des indications sur d'éventuelles difficultés relatives à son application.

4. Le Secrétaire général soumettra les rapports susvisés au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance pour examen et suite à donner, le cas échéant.

Le Secrétaire général communiquera le texte du Code et des présents principes directeurs à tous les États et organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées, dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

6. L'Organisation des Nations Unies, dans le cadre de ses services consultatifs et de ses programmes de coopération technique et de développement :

a) Fournira aux gouvernements qui en feront la demande des services d'experts et de conseillers régionaux et interrégionaux pour les aider à mettre en œuvre les dispositions du Code;

b) Encouragera l'organisation de séminaires nationaux et régionaux de formation et d'autres réunions sur le Code et le rôle et les fonctions des responsables de l'application des lois en ce qui concerne la protection des droits de l'homme et la prévention du crime;

c) Les instituts régionaux des Nations Unies seront encouragés à organiser des séminaires et des cours de formation sur le Code et à étudier dans quelle mesure le Code est appliqué dans les pays de la région et quelles sont les difficultés rencontrées.

1989/62. Action internationale concertée contre les formes de criminalité définies dans le Plan d'action de Milan

Le Conseil économique et social.

Rappelant le Plan d'action de Milan, adopté à l'unanimité par le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délin-

quants⁹¹, ainsi que les résolutions 1 sur les activités criminelles organisées, 2 sur la lutte contre le trafic illicite des drogues, 22 sur la prévention du crime dans le contexte du développement et 23 sur les actes criminels à caractère terroriste, également adoptées à l'unanimité par le septième Congrès⁹⁰.

Rappelant également la section I de sa résolution 1986/10 du 21 mai 1986, dans laquelle il a prié instamment le Secrétaire général d'accorder la priorité à l'élaboration de propositions visant spécifiquement à coordonner une action internationale concertée contre les formes de criminalité définies dans le Plan d'action de Milan,

Rappelant en outre les résolutions 41/107 et 42/59 de l'Assemblée générale, en date des 4 décembre 1986 et 30 novembre 1987, dans lesquelles l'Assemblée a demandé d'accorder une attention prioritaire aux formes de criminalité identifiées dans le Plan d'action de Milan,

Alarmé par la nette augmentation des dimensions transnationales des formes de criminalité graves et par l'impunité relative dont jouissent les auteurs de tels actes criminels,

Notant avec consternation les lacunes dans les arrangements de coopération et les instruments internationaux existants en matière de prévention de la criminalité transnationale,

Vivement préoccupé par la tendance croissante qu'ont certains gouvernements et certaines sociétés transnationales à faciliter le déversement de déchets toxiques nucléaires et industriels dans les pays en développement,

Profondément préoccupé par les effets dévastateurs que des pratiques néfastes et illicites, telles que le déversement de déchets toxiques, l'épuisement inconsidéré de ressources non renouvelables, l'extermination d'espèces animales, l'utilisation massive d'herbicides et de défoliants et le rejet dans l'atmosphère de gaz nocifs et de substances radioactives exercent directement sur l'environnement,

Préoccupé par le pillage de plus en plus fréquent de sites archéologiques et le commerce international illégal d'objets appartenant au patrimoine culturel des nations et par les dommages qui en résultent pour l'identité nationale des peuples,

Conscient de la nécessité de réviser les instruments internationaux existants de manière à mieux les adapter aux nouvelles réalités de la criminalité transnationale,

Conscient de la nécessité absolue de la coopération internationale et d'une action concertée pour lutter efficacement contre les formes transnationales de la criminalité,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général relatif aux propositions en vue d'une action internationale concertée contre les formes de criminalité définies dans le Plan d'action de Milan⁹⁷;

2. *Invite* les gouvernements, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales intéressées dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et autres organes de

décision à examiner favorablement les recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général en vue de les appliquer, tout en tenant compte des caractéristiques sociales, politiques et économiques de chaque pays;

3. *Prie instamment* les gouvernements d'examiner la législation nationale en vigueur en vue d'adopter des dispositions, y compris des dispositions pénales, pour protéger l'environnement naturel dans les cas où une telle législation n'existe pas ou est insuffisante et d'établir une indemnisation suffisante pour les victimes de telles pratiques;

4. *Réaffirme* la nécessité pour la communauté internationale de déployer des efforts concertés en vue de combattre et de surveiller tous actes conduisant au déversement de déchets toxiques nucléaires et industriels dans les pays en développement, et ce en coopération étroite avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Agence internationale de l'énergie atomique;

5. *Invite* les gouvernements à exercer un contrôle plus strict et plus efficace sur les secteurs industriels ou autres qui pourraient participer à de tels actes;

6. *Décide* que les questions relatives aux crimes transnationaux contre l'environnement et contre le patrimoine culturel des pays devraient être examinées au titre du point 3 de l'ordre du jour provisoire du huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants⁹⁸ en vue de rechercher les moyens de mettre au point des politiques très larges de coopération internationale pour la prévention de telles infractions, y compris l'application de sanctions;

7. *Prie* le Secrétaire général, à la lumière de la présente résolution, d'affiner son rapport relatif aux propositions en vue d'une action internationale concertée contre les formes de criminalité définies dans le Plan d'action de Milan, afin de le présenter au huitième Congrès.

15^e séance plénière
24 mai 1989

1989/63. Application des normes et des règles des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale

Le Conseil économique et social,

Appelant l'attention sur le Plan d'action de Milan et les Principes directeurs relatifs à la prévention du crime et à la justice pénale dans le contexte du développement et d'un nouvel ordre économique international, adoptés par le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants⁹⁹,

Rappelant la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir¹⁰⁰, les Garanties pour la protection des droits des personnes passibles

⁹⁸ Voir résolution 1987/49.

⁹⁹ Septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Milan, 26 août-6 septembre 1985 - rapport établi par le Secrétariat (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.IV.D, chap. I, sect. A et B).

¹⁰⁰ Résolution 40/34 de l'Assemblée générale, annexe.

⁹⁷ E/AC.57/1988/16.